

date de dépôt : **11 août 2023**

demandeur : **ADOMA, représentée par Madame
Nathalie Le Barbu**

pour : **modifier le PC 091 161 18 10024 :
modifications de façades et de toitures**

adresse terrain : **33 rue de Launay, à Chilly-
Mazarin (91380)**

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le Préfet de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 11 août 2023 par ADOMA, représentée par madame Nathalie Le Barbu résidant professionnellement au 33 avenue Pierre Mendès-France, 75646 Paris Cedex 13 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour modifier le PC 091 161 18 10024 : modifications de façades et de toitures ;
- sur un terrain situé 33 rue de Launay, à Chilly-Mazarin (91380) ;

Vu le récépissé de dépôt de la demande de permis de construire affiché en mairie le 18 août 2023 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-PREF-DCPPAT-BCA-158 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Philippe Rogier, Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

Vu l'arrêté n°359-2023-DDT-SCVDS-BAJ du 8 septembre 2023 portant subdélégation de signature de Philippe Rogier, Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Essonne ;

Vu le plan local d'urbanisme de Chilly-Mazarin approuvé le 4 avril 2011, révisé en dernier lieu le 20 septembre 2018, modifié en dernier lieu le 14 mai 2019 et mis en révision générale le 18 juin 2020 ;

Vu le permis de construire initial n° PC 091 161 18 10024 accordé le 12 février 2019 à ADOMA représentée par madame Nathalie Le Barbu, pour la construction d'une résidence sociale de 256 logements après démolition d'un foyer de 258 logements, sur un terrain sis 33 rue de Launay, à Chilly-Mazarin (91380), pour une surface de plancher créée de 5 964m² ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article R. 423-72 qui indique que lorsque la décision est de la compétence de l'État, le maire adresse au chef du service de l'État dans le département chargé de l'instruction son avis sur chaque demande de permis et que, cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans le délai d'un mois à compter du dépôt à la mairie de la demande de permis ;

Vu l'avis réputé favorable du Maire en date du 11 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable de la direction départementale des territoires de l'Essonne au terme de l'instruction au titre du code de l'urbanisme en date du 9 novembre 2023 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire modificatif est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article suivant.

Article 2

Toutes les clauses, conditions et réserves de l'arrêté en date du 12 février 2019 demeurent valables et devront être rigoureusement respectées.

Les plans et documents annexés au présent arrêté annulent et remplacent ceux correspondants annexés à l'arrêté en date du 12 février 2019.

Fait à Évry-Courcouronnes, le 9 novembre 2023

Pour le Préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des territoires
L'adjoit au chef de bureau droit des sols et fiscalité de l'urbanisme



Bruno MASETTY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407*08 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.